

La République du Centre, 11 avril 2015

MORY ■ Les parlementaires sollicités

« Trouver des solutions aux problèmes des 200 salariés. » C'est ce qu'a demandé Éric Jahier, délégué du personnel, ex-CFDT, à Jean-Pierre Sueur, sénateur socialiste du Loiret, hier. Jeudi prochain, une rencontre est prévue avec le député-maire UMP d'Orléans, Serge Grouard. Ce qui est attendu des parlementaires ? Qu'ils « activent leurs réseaux » afin de faciliter le retour à l'emploi des hommes et des femmes sur le point de perdre leur travail au sein de l'entreprise MoryGlobal, basée à Orme et Artenay dans le Loiret. « Nous allons aussi leur demander de faire pression sur le gouvernement pour que soit mis en place un plan de sauvegarde (PSE) de l'emploi dont les conditions seraient au moins égales à celles du PSE intervenu il y a un an pour les salariés de Mory Ducros. Pour nous, MoryGlobal et Mory Ducros, c'est la même chose », souligne Éric Jahier. Jean-Pierre Sueur leur a promis d'interpeller, dès lundi, les ministres du Travail (François Rebsamen), du Transport (Alain Vidalies) et de l'Économie (Emmanuel Macron) afin que les salariés menacés bénéficient du même PSE que ceux de leurs collègues de Mory Ducros, que les actifs de l'entreprise servent à son financement ; que les pouvoirs publics interviennent afin que les MoryGlobal soient embauchés par les entreprises qui ont repris l'activité de MoryGlobal (qui n'a pas disparu) et que soient mises en place dans les préfectures concernées (Orléans, Chartres, Bourges et Tours) des cellules de reclassement efficaces (proposition d'emploi, de formations et aide à la création d'entreprise pour ceux et celles qui souhaiteraient créer leur propre activités). ■